

139/140

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

REVUE TRIMESTRIELLE
DE L'ASSOCIATION D'ÉCONOMIE
FINANCIÈRE, N° 139/140
3^e et 4^e TRIMESTRES 2020

NUMÉRO
SPÉCIAL

L'ÉCONOMIE, LA FINANCE
ET L'ASSURANCE
APRÈS LA COVID-19

Risques
Les cahiers de l'assurance

ASSOCIATION D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, déclarée le 11 mai 1987 (J.O. du 3 juin 1987)

Siège social : 56, rue de Lille, 75007 Paris.

MEMBRES

Membres : Agence française de développement, Association française de la gestion financière, Amundi, Autorité des marchés financiers, Autorité des normes comptables, Autorité marocaine du marché des capitaux, Axa, Banque de France, Banque Delubac & Cie, Banque européenne d'investissement, Barclays, BlackRock, BNP Paribas, Bouygues, Bredin Prat, Candriam, Citi, CNP Assurances, Covea, Crédit Agricole, Crédit Mutuel, Deutsche bank, Direction générale du Trésor, Fédération bancaire française, Goldman Sachs Paris Inc. & Cie, Groupe Caisse des Dépôts, HSBC, Idinvest, Kepler Corporate Finance, La Banque Postale, Lazard Frères, Morgan Stanley, Natixis, Paris Europlace, Scor, Société Générale, UniCredit.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : Robert Ophèle, *Président, Autorité des marchés financiers*

Membres de droit : Autorité des marchés financiers, Banque de France,
Direction générale du Trésor, Groupe Caisse des Dépôts.

Membres administrateurs : Amundi, Association française de la gestion financière, Axa, Bouygues, Bredin Prat, Covea, Fédération bancaire française, HSBC, La Banque Postale, Morgan Stanley.

Délégué général de l'Association : Sylvain de Forges

Trésorier de l'Association : Olivier Bailly

CONSEIL D'ORIENTATION

Présidents d'honneur

Jean-Claude Trichet, Christian Noyer

Président : François Villeroy de Galhau, *Gouverneur, Banque de France*

Jean-Pascal Beaufret, *Managing director, Goldman Sachs Paris*

Afif Chelbi, *Président honoraire, Conseil d'analyses économiques tunisien*

Benoît Cœuré, *Member of the Executive Board, Banque centrale européenne*

Ambroise Fayolle, *Vice-Président, Banque européenne d'investissement*

Bernard Gainnier, *Président, PwC France*

Antoine Gosset-Grainville, *Avocat à la Cour, BDGS Associés*

Olivier Guersent, *Directeur général, COMP-UE*

Nezha Hayat, *Présidente, Autorité marocaine du marché des capitaux*

Hans-Helmut Kotz, *CFS, Université Goethe, Francfort*

Eric Lombard, *Directeur général, Groupe Caisse des Dépôts*

Pascal Grangé, *Directeur financier, Bouygues*

Robert Ophèle, *Président, Autorité des marchés financiers*

Alain Papiasse, *Chairman CIB, BNP Paribas*

Olivier Pastré, *Conseiller scientifique REF ; Professeur émérite, Paris 8*

Patricia Plas, *Directrice des Affaires publiques et des Relations institutionnelles, Axa*

Emmanuel Moulin, *Directeur général, Direction générale du Trésor*

Rémy Rioux, *Directeur général, Agence française de développement*

Patrick Soulard, *Directeur général, Unicredit*

Augustin de Romanet, *Président, Paris Europlace*

Jean-Luc Tavernier, *Directeur général, Insee*

Didier Valet, *Vice-Président Industrie, Institut Louis Bachelier*

Claire Waysand, *Directrice générale adjointe, Engie*

Les membres du Conseil d'administration sont invités à participer au Conseil d'orientation.

LA RÉSILIENCE DU SECTEUR DE L'ASSURANCE DANS LA CRISE DE LA COVID-19

Dr Jérôme Jean Haegeli

Economiste en chef, Swiss Re

Patrick Saner

Responsable de la stratégie macroéconomique, Swiss Re

■ Parallèlement à une crise de santé publique, la pandémie de Covid-19 a provoqué la récession mondiale la plus forte et la plus profonde de notre existence. Avec sa proposition de valeur fondamentale consistant à apporter de la stabilité en période de stress et d'incertitude, le secteur de l'assurance et de la réassurance se retrouve au centre de ces changements. Au fur et à mesure que nous sortons de cette crise, il est important de comprendre ce que le secteur de l'assurance, les économies et les gouvernements peuvent faire pour accroître leur résilience à l'avenir.

■ *THE RESILIENCE OF THE INSURANCE SECTOR IN THE COVID-19 CRISIS*

Along with a public health crisis, Covid-19 has brought the sharpest and deepest global recession of our lifetimes. With its fundamental value proposition of providing stability in times of stress and uncertainty, the re/insurance industry is at the centre of these developments. As we emerge from this crisis, it's important to understand what the insurance industry, economies and public policy makers can do to increase resilience for the future.

La résilience économique mondiale était déjà faible avant la Covid-19

L'économie mondiale est entrée en récession à cause de la pandémie de Covid-19 avec une capacité d'absorption des chocs moindre qu'avant le dernier grand choc économique qui s'est produit lors de la crise financière mondiale (CFM) de 2008-2009. L'année dernière, le Swiss Re Institute (SRI) a publié, en collaboration avec la

London School of Economics, une étude visant à estimer la capacité d'absorption des chocs des économies et à voir si elle s'était améliorée au fil du temps. Dans notre dernière mise à jour, environ 80 % des pays figurant dans l'indice de résilience macroéconomique du Swiss Re Institute affichent des scores plus faibles en 2019 qu'en 2007, et 45 % sont même nettement plus faibles (1).

Nous nous attendons à ce que les interventions des pouvoirs publics en réponse à la pandémie de Covid-19 cette année réduisent la résilience économique mondiale de près de 20 % par rapport à 2019. En termes relatifs, cette baisse est similaire à celle

observée à l'époque de la crise financière mondiale (CFM) de 2008-2009, mais elle est beaucoup plus rapide : pendant la CFM, la même ampleur de baisse avait mis trois ans à se concrétiser. En revanche, les mesures fiscales et monétaires annoncées aux États-Unis et en Europe dépassent la taille de l'ensemble des plans de sauvetage des cinquante dernières années (2). Si ces mesures ont compensé une partie des pertes financières, le confinement dans la plupart des pays a freiné et continue de freiner l'activité économique. Ce contrecoup des mesures d'endigement rend plus difficile la prévision de l'effet des mesures de relance sur la croissance future du PIB.

La pandémie va affecter différemment les niveaux de résilience économique de chaque pays, en fonction de la capacité initiale du pays à absorber les chocs et des choix politiques de son gouvernement. Les données préliminaires suggèrent que les réponses budgétaires à la pandémie vont constituer le principal facteur de différenciation, car les tampons de la politique monétaire vont rapidement s'épuiser dans la plupart des économies avancées. De grandes économies avancées – le Royaume-Uni, le Japon et les États-Unis – devraient voir leurs réserves budgétaires s'épuiser le plus.

L'amélioration des perspectives de croissance à long terme et la reconstitution de la résilience économique doivent être des priorités politiques. L'économie mondiale n'a plus le luxe de s'appuyer uniquement sur les leviers monétaires et fiscaux. Les alternatives doivent comprendre des réformes structurelles qui renforcent la résilience, telles que des investissements ciblés dans des infrastructures durables ainsi que dans les économies numériques et à faible émission de carbone. Les gouvernements devraient également établir des cadres politiques pour limiter l'augmentation des inégalités, favoriser le capital humain, renforcer la liquidité et le dynamisme des marchés financiers et améliorer l'efficacité des marchés du travail. Tous ces aspects ont la capacité de revigorer les perspectives de croissance à long terme. Une combinaison de ces facteurs serait encore plus puissante.

Zoom sur l'Europe : la solution à long terme reste l'investissement

Les gouvernements européens ont mis en place des mesures de relance budgétaire colossales pour maintenir les économies à flot pendant la pandémie de Covid-19. La crise a eu un impact simultané sur les finances publiques et la production, et le ratio global de la dette sur le PIB de la zone euro devrait dépasser les 100 % pour la première fois de son histoire. La dette est particulièrement élevée dans certains États membres, notamment en Italie où le ratio devrait dépasser 150 % et en Grèce, où le ratio devrait se rapprocher des 200 %. Même le ratio de la dette sur le PIB en Allemagne devrait passer de 60 % à fin 2019 à environ 75 %, à la suite du déploiement de l'un des plus importants plans de relance de l'Union européenne (UE).

Alors que la priorité absolue est accordée au redressement économique pour le moment, la question se posera par la suite : comment réduire ces niveaux d'endettement exorbitants ? La bonne nouvelle pour la soutenabilité de la dette est le coût d'emprunt historiquement bas. Rien ne garantit cependant que les taux d'intérêt resteront bas à jamais et même s'ils le restent, la capacité d'absorption de nouveaux chocs avec des dépenses plus élevées sera moindre à l'avenir.

Le recours à l'inflation pour faire disparaître la dette semble une option peu probable. Cela fait en effet plus de sept ans que la Banque centrale européenne (BCE) essaie d'augmenter l'inflation de manière durable pour atteindre son objectif de près de 2 %. Nous pensons que l'accent sera mis à nouveau sur la restriction budgétaire, l'UE s'efforçant de contrôler les dépenses publiques une fois la crise passée. Cependant, l'austérité introduite après la CFM avait été largement critiquée pour ses effets négatifs sur la croissance. Une augmentation des impôts pour financer les dépenses est plus probable mais elle pourrait

être vigoureusement contestée et pourrait s'avérer être une mauvaise option politique, en particulier dans les pays qui ont déjà une charge fiscale élevée.

La voie la plus souhaitable, et d'ailleurs la seule viable à long terme, serait celle de stimuler la croissance du PIB en améliorant la productivité. Pour faire face à des niveaux d'endettement record, nous devons dépenser judicieusement afin de stimuler la croissance économique. Le fonds de relance de l'Union européenne de 750 milliards d'euros récemment approuvé et le « pacte vert pour l'Europe » lancé en 2019 sont des mesures bienvenues pour renforcer la croissance du PIB. Mais elles ne sont pas suffisantes : des décisions politiques plus décisives sont nécessaires pour assurer l'avenir de l'Europe et préserver son marché unique. Les investissements doivent se concentrer sur les domaines qui améliorent la productivité, tels que les infrastructures et la technologie, de manière à faire progresser les objectifs climatiques. La construction de nouvelles infrastructures durables et la modernisation des anciennes infrastructures ont un effet multiplicateur important sur la croissance du PIB.

Tout au long de l'histoire de l'Europe, les décisions transformatrices ont émergé de crises. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à la crise économique et sanitaire la plus aiguë des temps modernes et il est temps d'agir. L'Europe doit investir et exploiter pleinement la puissance des capitaux privés. Une monnaie unique ne suffit pas à attirer les capitaux d'investissement à long terme des investisseurs institutionnels comme les sociétés d'assurance ; il faut plutôt accélérer l'union des marchés de capitaux. Des marchés de capitaux dynamiques et fonctionnant bien sont essentiels pour la compétitivité des entreprises européennes, en particulier à mesure que la Chine ouvre davantage ses marchés financiers et accapare une part grandissante des capitaux mondiaux. Pour développer les marchés de capitaux européens, il nous faut en fin de compte un taux d'intérêt paneuropéen sans risque et une forme de partage des charges pour les gouvernements. L'UE pourrait utiliser le pouvoir d'emprunt nouvellement créé du fonds de relance pour l'émission d'une dette conjointe, par exemple

sous forme d'obligations perpétuelles, comme l'ont fait le Royaume-Uni et les États-Unis dans le passé. Sans date d'échéance, les obligations perpétuelles permettent un financement bon marché à long terme, avec l'avantage que l'engagement mutuel se limite au paiement des intérêts annuels.

En outre, l'Europe doit s'attaquer au problème des entreprises dites « zombies », c'est-à-dire des entreprises improductives à fort effet de levier qui survivent en augmentant leur niveau d'endettement. Une « *bad bank* » européenne et des principes clairs permettraient une restructuration ordonnée des entreprises et le dénouement de crédits publics, tandis qu'un fonds de recapitalisation à l'échelle de l'UE pourrait soutenir des entreprises privées viables qui n'ont pas accès aux marchés de capitaux. Enfin, un régime d'insolvabilité harmonisé à l'échelle de l'UE constituerait un outil pour traiter les prêts improductifs créés par des niveaux d'endettement record. Ce sont des étapes importantes vers une union des marchés de capitaux qui permettrait d'accroître la compétitivité et la résilience des entreprises européennes au niveau mondial.

Résistance du marché de l'assurance : l'écart de protection reste élevé au niveau mondial

En ce qui concerne l'aspect assurance de la résilience, l'écart de protection au niveau mondial en termes d'assurance santé, mortalité et risques de catastrophes naturelles a légèrement augmenté pour atteindre un nouveau record de plus de 1 200 milliards de dollars en 2019, les expositions à la santé et à la mortalité représentant plus de 80 % du total. Nous prévoyons que la crise de la Covid-19 mettra la résilience de la santé sous les projecteurs en 2020. L'impact de la pandémie sur les différents pays va varier en fonction de la qualité des infrastructures sanitaires et de la réussite des politiques

gouvernementales d'endiguement. Les marchés émergents seront probablement plus vulnérables à court terme étant donné leur résistance généralement plus faible en matière de santé.

Notre indice mondial de résilience sanitaire a montré qu'en 2019, l'écart de protection en matière de santé dans le monde s'est creusé de plus de 5 % pour atteindre 588 milliards de dollars, dont 65 % provenaient des marchés émergents et 41 % de la seule région émergente de l'Asie-Pacifique. La pandémie de Covid-19 met la résilience sanitaire sous les projecteurs et nous nous attendons à ce que la crise ait un impact négatif sur la résilience sanitaire cette année. L'impact sur les différents pays variera considérablement en fonction de la capacité des infrastructures sanitaires existantes et des choix politiques des gouvernements en matière d'endiguement.

Les pays dont les infrastructures de santé sont plus faibles et dont les dépenses de santé sont élevées sont vulnérables aux situations d'urgence sanitaire. Les marchés émergents sont confrontés à un double défi en matière de soins de santé : la nécessité de développer les infrastructures de santé pour fournir des traitements, comme le montrent les différences de capacité des unités de soins intensifs d'un pays à l'autre, et la nécessité de protéger les ménages contre des coûts de santé accablants. Dans les pays où la part des dépenses de santé non prises en charge par le gouvernement est élevée, les ménages ont tendance à être plus exposés aux situations d'urgence sanitaire. Dans les pays à faibles revenus, les dépenses de santé non prises en charge par le gouvernement représentent généralement plus de 40 % de l'ensemble des dépenses de santé des ménages, contre seulement 24 % dans les marchés avancés, et laissent les ménages vulnérables au stress financier. Une assurance maladie abordable peut jouer un rôle central pour l'amélioration de la protection des ménages et la réduction de ce risque financier.

Dans le même temps, l'écart de protection contre la mortalité au niveau mondial s'est creusé de 1,7 % pour atteindre 427 milliards de dollars en 2019.

L'écart de protection qui se creuse est largement imputable à l'Asie-Pacifique. En Asie émergente, par exemple, l'écart de protection de la Chine a augmenté de 12 %, principalement en raison de l'accélération rapide de l'endettement des ménages. Le revers de l'expérience de la Covid-19 est qu'elle a renforcé la pertinence de la protection en cas de décès pour les ménages. Les enquêtes menées auprès des consommateurs par Swiss Re après la pandémie confirment une prise de conscience accrue des risques et un intérêt croissant pour la souscription d'assurances (3).

La collaboration entre le public et le privé : une voie pour accroître la résilience

La résilience de l'économie et des assurances est cruciale pour la société. Notre industrie joue un rôle essentiel dans l'économie mondiale en offrant une protection contre les risques. Mais la solidité des sociétés d'assurance dépend de leur bilan et, si celui-ci est certes très solide, il n'est cependant pas infini.

Dans certains pays, les assureurs pourraient faire l'objet de poursuites et de normes légales les contraignant à rétroactivement rembourser les pertes liées à la pandémie de Covid-19 non couvertes par les polices existantes. Ce type de démarche constitue une menace pour l'ensemble du secteur et, par extension, pour la stabilité financière mondiale. Une approche conflictuelle n'aide personne. L'industrie doit plutôt travailler en plus étroite collaboration avec les responsables politiques, les scientifiques et les clients afin de garantir une meilleure gestion des risques systémiques futurs. Ce qui est important, c'est d'apprendre et d'agir, et de travailler avec les pouvoirs publics pour sensibiliser les particuliers et les entreprises au recours à l'assurance, leur en faciliter l'accès et la rendre plus abordable.

La nature systémique et l'ampleur d'une pandémie telle que celle de Covid-19 font que le secteur de

l'assurance ne peut assumer ce risque seul. Mais – comme pour le risque de terrorisme – nous pouvons travailler aux côtés du secteur public pour mutualiser le risque de tels événements. Les gouvernements doivent explicitement prendre à leur charge une partie du risque et contribuer à la mise en place d'un mécanisme qui nous permette de réévaluer le risque de pandémie. Il existe déjà au moins cent pools d'assurance et de réassurance au niveau mondial qui pourraient être adaptés pour faire face aux pandémies. Les pools public-privé pourraient couvrir les pertes d'exploitation, apportant une certitude de couverture d'un risque qui est généralement exclu des polices d'assurance standard, comblant ainsi une carence en matière de protection.

Comme le dit le proverbe anglo-saxon, « *never let a good crisis go to waste* »⁽⁴⁾. La capacité à absorber les chocs est cruciale, et les économies et les ménages ont déployé leurs réserves au moment où elles étaient le plus nécessaires. Pour préparer l'avenir, les ménages, les gouvernements, les entreprises et le secteur de l'assurance doivent s'attacher à reconstituer la résilience ; le meilleur moyen d'y parvenir est de mener

un dialogue commun et de déployer de manière ciblée le capital d'investissement et l'expertise en matière de risques pour s'assurer que nous soyons prêts à affronter l'avenir et à absorber les chocs futurs qui finiront inéluctablement par se produire.

Notes

1 *Indice de résilience Signa 2020*, « *La résilience mondiale mise à l'épreuve de la pandémie* », Swiss Re Institute.

2 « *Les plus grands sauvetages de l'histoire* », Recherche Deutsche Bank, avril 2020.

3 *Enquête de Swiss Re auprès des consommateurs concernant la Covid-19*, « *Inquiétude financière, la demande de produits d'assurance s'accélère en Asie-Pacifique* », Swiss Re, 28 avril 2020. https://www.swissre.com/en/china/news-insights/news_release/nr-20200428-covid19-consumer-survey-china.html

4 « *Une crise dont on ne tire pas les leçons est une crise inutile* ».

R E V U E D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

COMITÉ DE RÉDACTION

Présidents d'honneur

Jacques Delmas-Marsalet

Hélène Ploix

**

Thierry Walrafen, *Directeur de la publication*

Olivier Pastré, *Conseiller scientifique*

Xavier Mahieux, *Responsable éditorial*

Patrick Artus, *Directeur de la recherche et des études, Natixis*

Raphaëlle Bellando, *Professeur, Université d'Orléans*

Christian de Boissieu, *Professeur, Université Paris I*

Jean Boissinot, *Conseiller des gouverneurs, Banque de France*

Pierre Bollon, *Délégué général, Association française de la gestion financière*

Arnaud de Bresson, *Délégué général, Paris Europlace*

Jean-Bernard Chatelain, *Professeur, Université Paris I, GdRE « Monnaie Banque et Finance »*

Jézabel Couppey-Soubeyran, *Maître de conférences, Université Paris I Panthéon Sorbonne*

Claude Diebolt, *Directeur de recherche au CNRS, Université de Strasbourg*

Jean-Louis Fort, *Avocat à la Cour*

Stéphane Gallon, *Directeur de la division études, stratégie et risques, AMF*

Olivier Garnier, *Directeur général des statistiques, des études et de l'international, Banque de France*

Ulrich Hege, *Professeur, Toulouse School of Economics (TSE)*

Pierre Jaillet, *Chercheur associé, IRIS*

Fatos Koc, *Responsable de la gestion de la dette publique, OCDE*

Frédéric Lobe, *Professeur, Université de Lille II, SKEMA*

Catherine Lubochinsky, *Professeur, Université Paris II – Assas*

Sylvie Mathérat, *Groupe de haut niveau de la Commission européenne sur l'Union des marchés de capitaux*

Jean-Paul Pollin, *Professeur, Université d'Orléans*

Philippe Trainar, *Professeur, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM)*

Natacha Valla, *Directrice générale adjointe de la politique monétaire, Banque centrale européenne*

38, rue de Ponthieu – 75008 Paris

Tél. : 01 73 44 03 20

Courriel : REF@aef.asso.fr

Site Internet : www.aef.asso.fr

L'économie, la finance et l'assurance après la Covid-19

Avant-propos

Les institutions financières françaises face à la crise de la Covid-19

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Introduction

SYLVAIN DE FORGES, OLIVIER PASTRÉ

Retour sur l'histoire et perspectives

Histoire des modèles pandémiques

PIERRE-CHARLES PRADIER

Assurance et crises pandémiques

PIERRE MARTIN

L'économie de la peste dans les villes du XVII^e siècle

PIERRE DOCKÈS

La Covid-19, une chance pour l'Europe ?

PERVENCHE BERÈS

Crise de la Covid-19 : la place de l'assurance

dans le monde d'après

FLORENCE LUSTMAN

Renouveler la gestion de crise

STANLEY MCCHRYSAL

Les entreprises face à la Covid-19

Assurer l'avenir dans un monde incertain

THOMAS BUBERL

La capacité de réaction des banques dans la crise

de la Covid-19

LORENZO BINI SMAGHI

La gestion ESG, une solution à la crise de la Covid-19 ?

JEAN-JACQUES BARBERIS, MARIE BRIÈRE, SIMON JANIN

Quelques enseignements de l'impact de la Covid-19

sur le secteur de l'assurance

MARIE-DOHA BESANCENOT, CORINNE CIPÌÈRE

L'hôpital public face à la crise de la Covid-19

MIREILLE FAUGÈRE

L'économie face à la Covid-19

Pour une solution assurantielle aux catastrophes exceptionnelles

FLORENCE LUSTMAN

L'action des assureurs dans la crise de la Covid-19

PATRICK DIXNEUF

Cinq leçons sur l'avenir de l'assurance santé

après la Covid-19

ANDRÉ RENAUDIN

La résilience du secteur de l'assurance dans la crise de la Covid-19

JÉRÔME JEAN HAEGELI, PATRICK SANER

Le rôle des assureurs crédit dans la crise de la Covid-19

WILFRIED VERSTRAETE

Covid-19 : les banques françaises au service de l'économie

MAYA ATIG

La gestion d'actifs, mobilisation de l'épargne face à la crise de la Covid-19

PIERRE BOLLON, THOMAS VALLI

Le *private equity* face à la crise de la Covid-19

MONIQUE COHEN

De l'intervention publique dans la crise de la Covid-19

DOUGLAS J. ELLIOTT

La pandémie de Covid-19 reflète et aggrave les failles du néolibéralisme

JEAN-PAUL POLLIN

Les dépenses sociales dans la crise de la Covid-19

FRANÇOIS ECALLE

Macroéconomie et défi climatique

Les défis exceptionnels posés par la crise de la Covid-19

CHRISTIAN DE BOISSIEU

La crise de la Covid-19 dans les pays en développement : quelles conséquences et quelles perspectives ?

REMY RIOUX, ALEXIS BONNEL, HÉLÈNE DJOUFELKIT,

CÉCILE VALADIER

Géopolitique de l'énergie et crise de la Covid-19

PATRICE GEOFFRON, JEAN-MARIE CHEVALIER

Cassandra, le climat et la Covid-19

SYLVIE GOULARD

Le développement durable après la crise de la Covid-19

BERTRAND BADRÉ

Crise de la Covid-19, le retour des reliques barbares

PHILIPPE CHALMIN

Covid-19, la BEI accélère sa transformation

en banque européenne du climat

AMBROISE FAYOLLE

Politiques macroéconomiques

Endettement des États et crise de la Covid-19

EMMANUEL MOULIN

Endettement des entreprises françaises et crise de la Covid-19

ROBERT OPHÈLE

L'Europe de la finance dans la crise de la Covid-19

OLIVIER GUERSENT

La réglementation financière peut-elle contrer la crise de la Covid-19 ?

KLAAS KNOT

Les banques centrales pendant et après la pandémie de Covid-19

BENOÎT CCEURÉ

Les innovations des banques centrales dans la crise de la Covid-19

MICHEL AGLIETTA, SABRINA KHANNICHE

La crise de la Covid-19 va-t-elle entraîner un retour de l'inflation ?

PATRICK ARTUS

La pandémie de Covid-19 accélère l'obsolescence des normes comptables

BERTRAND JACQUILLAT

Conclusion

JEAN-HERVÉ LORENZI, PHILIPPE TRAINAR

Chronique d'histoire financière

Fermetures d'écoles, épidémies et niveau de scolarité : une perspective historique basée sur l'épidémie

de poliomyélite en 1916 aux États-Unis

KEITH MEYERS, MELISSA A. THOMASSON

ISBN 978-2-37647-048-9

ISSN 0987-3368

Prix : 50,00 €



9 782376 470489